

Monnaies régionales ***De nouvelles voies vers une prospérité durable***

Bernard Liétaer et Margrit Kennedy

Préface

1. Une Europe des régions

Globalisation ou rien ?

Pourquoi une Europe des régions

2. La monnaie, cette inconnue

Comment détruire le développement durable d'une région ?

Quelques exemples réussis de systèmes monétaires locaux

Quels enseignements peut-on en tirer ?

3. Pourquoi a-t-on eu recours à des monnaies régionales dans le passé ?

Des précédents historiques

Les monnaies complémentaires avant la Révolution française

Quelques points de vue d'historiens du XXe siècle

Homogénéisation et centralisation monétaire

Quelques leçons utiles pour l'avenir

4. L'avenir des monnaies régionales

Qu'est-ce qu'une région et une monnaie régionale aujourd'hui ?

Monnaies complémentaires sociales existantes

De l'utilité d'une croissance endogène

Quand, sinon maintenant ?

5. Choisir une stratégie monétaire régionale

Le processus par la base

L'importance de la qualité du leadership

Décisions-clés

Les regions dans les pays germanophones

Une stratégie intégrale pour le développement monétaire régionale

Le système de bons

Le cercle de coopération

La banque coopérative

Connexions et organisation

6. Lancement et financement

Le processus par la base

Le processus par le sommet

Conclusion

7. Interaction et connexion avec d'autres systèmes

Relations avec les banques centrales et la Banque centrale européenne
Effets sur l'inflation de l'euro
Relations avec les autorités fiscales du pays
Relations avec le secteur bancaire du pays
Relations entre monnaies complémentaires
L'avantage d'une chambre de compensation
A propos du contenu et des aspects territoriaux

8. Le Japon : un laboratoire d'expérimentation des monnaies complémentaires

Les pionniers
Le système Hotta et Fureai-Kippu
Kato et l'Economey
Les initiatives radicales
Nouveaux modèles japonais sans précédent

9. Et maintenant ?

Une stratégie en fonction de trois cas de figures
Le rôle de l'euro
Différences entre l'euro et le regio
Vision et réalité
Quelques propositions pour l'avenir

Annexe : Esquisse d'une typologie des monnaies

Préface (*Michel Rocard*)

Un expert financier américain a démontré que le WIR contribue significativement à la notoire stabilité économique suisse : il survit, sans plus, lorsque l'économie helvétique est en croissance nette, mais prospère et se développe lorsque l'économie nationale ou globale stagne ou régresse ce qui lui confère une fonction de refuge incontestable. Bref, il renforce le travail des banques centrales.

Je te fournis une heure d'aide en contrepartie de laquelle quelqu'un de notre communauté me fournira une heure d'aide. Les types de savoirs rares ou en passe d'être oubliés peuvent se trouver revalorisés de cette manière. Or, la remise en circulation de savoirs inattendus se révèle être un moyen utile de lutter contre le sous-emploi.

Le champ mondiale de nos grandes monnaies contemporaines les conduit à cesser de valoriser des ressources ou des savoirs marginalisés par le vaste mouvement de mondialisation qui marque notre époque. Réveiller ces savoirs, revaloriser ces ressources est un moyen puissant d'améliorer le niveau local de l'emploi, d'intensifier le dynamisme européen par la mise en œuvre d'un niveau régional actif, efficace et capable d'initiative.

1. Une Europe des régions

Globalisation = concept ancien : flotte marchande phénicienne, découvertes de Vasco de gama, Christophe Colomb ou Sheng He, empires commerciaux telle la Compagnie hollandaise des Indes orientales, révolution industrielle... Après la chute du mur de Berlin, ce phénomène opère d'une manière plus large, plus rapide et plus profonde.

Ce dernier avatar de la globalisation pourrait être défini comme l'ensemble des efforts visant à écarter tout obstacle entravant le libre-échange des biens, des services et du capital, indépendamment des frontières nationales. Pas question ici d'êtres humains, pas plus que leur bien-être ou de celui d'autres formes de vie.

Globalisation ou rien ?

Arguments des partisans de la globalisation : efficacité de l'économie, possibilité d'accéder aux biens et aux services dans le monde entier, modernisation des structures et d'habitudes surannées,

Arguments des adversaires de la globalisation : accentuation des écarts entre riches et pauvres, exaltation de la consommation, perte de substance des traditions, des cultures et des identités qui en résulte.

Chaque camp a d'une certaine manière raison.

Les déséquilibres produits par le marché ne sont pas un motif suffisant pour diaboliser le mécanisme en tant que tel. Car, en définitive, aucun autre système dans l'histoire de l'humanité n'a fait preuve d'une telle capacité pour créer de la richesse. Il devrait donc également fournir le potentiel pour atténuer la misère, l'ignorance, la maladie et la souffrance dans lesquelles vivent encore trop d'êtres humains. On ne pourra pas régler la question de la pauvreté en détruisant un système qui crée de la richesse, pas plus qu'on éliminera la criminalité en abrogeant les lois.

Bref, la véritable question n'est pas de savoir si la globalisation est «bonne» ou «mauvaise», mais si l'on peut élaborer un modèle de mondialisation dans lequel tous les participants seraient gagnants. Le but ultime de ce livre est de proposer un tel modèle.

Par ailleurs, on admet de plus en plus que des problèmes globaux tels que le changement climatique, l'extinction de milliers d'espèces ou la gestion de nos ressources appellent des solutions globales et d'envergure. Donc, quoi que l'on fasse, on ne peut plus se permettre d'ignorer la dimension mondiale.

Il faut nous rendre à l'évidence : ce qui est en jeu dépasse le seul développement économique. Louis Brandeis, juge à la Cour Suprême des États-Unis, martelait cette phrase qui mérite réflexion : «On peut avoir soit une société démocratique, soit une société dans laquelle la richesse est concentrée entre les mains de quelques-uns, mais pas les deux en même temps.»

Bref, nous avons besoin d'une mondialisation qui engendre une planète qui fonctionne pour tout le monde. Nous pensons que le chemin le plus praticable pour y parvenir est de contrebalancer le processus de globalisation par un processus de régionalisation qui redynamiserait chaque région du monde.

Pourquoi une Europe des régions

L'argument de la continuité stratégique

Depuis des décennies, l'Union européenne a tout particulièrement encouragé le développement régional, en suivant le principe de subsidiarité, un principe novateur appliqué systématiquement au cœur de son action. Ce néologisme – le terme n'a émergé qu'au début du XXe siècle – signifie que l'ensemble des fonctions politiques doivent être déléguées au plus bas niveau possible de la hiérarchie de gouvernance. Il vise à assurer une prise de décision la plus proche possible du citoyen. Cela signifie également que l'État-nation est supposé déléguer tous les problèmes de portée plus locale à des autorités régionales, aux municipalités ou aux communes, chaque fois que cela se justifie. La création en 1991 d'une assemblée des représentations des entités locales et régionales au sein de l'Union européenne, le Comité des régions, chargé de prendre en considération la dimension régionale dans l'élaboration des politiques communes, est significative dans ce contexte.

Est-ce que l'Écosse, la Bretagne et la Galice n'ont pas davantage à apprendre l'une de l'autre que ce que Londres, Paris ou Madrid peuvent discuter et décider en leur nom?

Notre proposition d'encourager une Europe des régions ne ferait donc que poursuivre et approfondir ce qui,

en tout état de cause, est déjà un principe directeur de l'Union européenne. Cependant, il existe un outil qui se révélera indispensable pour favoriser réellement le développement régional et qui est resté complètement négligé jusqu'à présent.

Les défis du XXI^e siècle

Nous montrerons que des questions sociales comme l'assistance aux enfants ou aux personnes âgées, la lutte contre le chômage structurel ou celui des jeunes, les besoins d'apprentissage massifs pour nous adapter aux changements mondiaux et la protection et la restauration de l'environnement peuvent tous être traités plus efficacement et avec plus de souplesse grâce à des innovations régionales. Nous ne prétendons évidemment pas que l'Union européenne et ses États membres se dessaisissent de ces questions. Nous voyons plutôt des initiatives régionales complémentaires aux initiatives de portée nationale, européenne ou mondiale. Comme expliqué dans l'encadré suivant, une des clés de la gouvernance du XXI^e siècle sera de faire coopérer les gouvernances à chaque niveau et non de les opposer.

Le manque d'alternatives

Le décollage économique des régions semble la seule solution qui permettrait d'assainir la situation dans laquelle l'Europe s'est mise.

Nous n'assistons pas seulement à l'avènement, si souvent annoncé, de l'ère de l'information et de l'économie du savoir, nous commençons aussi à ressentir les effets de la fin de l'ère industrielle.

En bref, nous devons considérer tous les pays comme «en voie de développement» dans une ère postindustrielle.

On pourrait retrouver un changement de paradigme économique d'une même ampleur dans la période charnière entre la fin de l'ère agraire et l'essor de l'ère industrielle. Ce genre de transition est loin de se faire sans douleur.

L'économie japonaise a peut-être quelque chose à nous apprendre : elle a été la première à avoir souffert du syndrome de la fin de l'ère industrielle, au tournant des années 1990. Il est intéressant de noter que, après avoir épuisé sans succès toutes les méthodes traditionnelles de relance de l'économie, le Japon s'applique aujourd'hui à l'expérimentation systématique de monnaies complémentaires et régionales: ce pays est ainsi devenu un immense laboratoire où différents modèles de monnaies complémentaires et régionales sont sur le banc d'essai. Ce sera le sujet du chapitre 8. L'Europe peut-elle encore ignorer longtemps l'expérience du Japon dans ce domaine?

L'attrait international des modèles régionaux et de la diversité culturelle

On ne dévoilera pas un secret en affirmant que le modèle actuel de la globalisation a été lancé par une succession d'administrations américaines. L'histoire particulière des États-Unis peut expliquer cette approche monolithique de l'économie mondiale. Les États-Unis se sont développés sans que les populations indigènes ne soient impliquées d'une quelconque manière dans la construction de l'État. La diversité culturelle apportée par l'immigration s'est fondue dans le célèbre

melting pot, au profit d'une identité nationale. Les entreprises américaines se sont développées en proposant des produits standardisés sur leur gigantesque marché intérieur. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le modèle de globalisation prôné par les États-Unis s'attache à gommer, autant que possible, les différences culturelles.

Quels modèles de développement économique pouvons-nous opposer à l'approche proposée par les États-Unis?

De cette toile de fond, on voit se détacher tout l'intérêt d'un modèle de développement qui tirerait parti de la diversité culturelle au lieu de la considérer comme une menace. L'Europe des régions nous propose un modèle capable de redonner espoir à ces milliards d'hommes qui sont exclus des bienfaits de la globalisation actuelle, quand ils n'en subissent pas que les aspects négatifs.

Il faut tout de même rappeler, pour être honnête, que les Européens ont commis à travers le monde des erreurs telles qu'il convient de se garder de vouloir poser trop vite l'Europe en modèle pour le reste du monde. C'est en Europe qu'ont été inventés l'impérialisme et le colonialisme.

Malgré tout, l'évolution de l'Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale donne matière à espoir.

Là où les Américains imposent un produit standardisé (Coca-Cola, le Big Mac ou Windows) comme les symboles autour desquels une firme gigantesque a pu se construire, les grandes entreprises européennes

ou japonaises ont développé une évidente capacité à agir sur des marchés très fragmentés et à développer des produits adaptés aux niches les plus diverses. En conclusion, les cinquante dernières années de l'histoire européenne nous permettent d'espérer être en mesure de créer un modèle de développement où la différence culturelle sera considérée comme une richesse et non comme un obstacle sur le chemin vers une société uniformisée.

Cependant, un enjeu de taille pourrait empêcher l'Europe de réaliser un véritable modèle de développement régional. Cet enjeu, dont l'importance est souvent mal comprise, est la monnaie. Beaucoup de nos contemporains acquiesceraient si on leur parlait d'une plus large autonomie accordée aux régions. Cependant, ils sont étonnés ou incrédules quand on leur dit que, pour ce faire, des monnaies régionales doivent être introduites en parallèle à l'euro. Les arguments sont prévisibles: «La tendance est tout de même plutôt à la constitution de systèmes monétaires larges, pas à leur fragmentation. On vient tout juste d'abandonner nos monnaies nationales au profit de l'euro, et maintenant, il faudrait introduire des monnaies dont la circulation serait encore plus restreinte que ne l'était celle du mark ou du franc!». C'est précisément à cette question qu'est consacré cet ouvrage. Nous verrons que l'introduction de monnaies régionales aurait une importance décisive pour notre concept de développement. Nous appellerons génériquement de telles monnaies des «regios» et nous les placerons au cœur de notre exposé parce que cette question monétaire est l'une des moins bien comprises dans les débats de politique économique. En bref, notre objectif sera démontrer qu'après l'introduction de l'euro, les monnaies régionales prendraient tout leur sens et tout leur intérêt.

2. La monnaie, cette inconnue

Nous avons fourni ailleurs les preuves statistiques démontrant que l'usage de monnaies diversifiées engendrent différents types de relations humaines et facilitent d'autres options et attitudes de vie.

L'hypothèse implicite dans la pensée économique que l'argent est «neutre», que le type de monnaie utilisé n'affecte pas les relations entre utilisateurs ou la nature des échanges réalisés, n'est en tout cas plus recevable...

Comment détruire le développement durable d'une région ?

Au XIXe siècle, pendant la colonisation de ce qui allait devenir le Ghana, les Britanniques ont été confrontés à un phénomène intéressant. Ce pays se composait à cette époque d'une cinquantaine de régions économiquement autonomes : ces régions commerçaient entre elles, bien entendu, mais les échanges se limitaient à des circuits traditionnels entre les différentes tribus. À quoi bon créer une colonie si celle-ci n'est pas rentable économiquement, c'est-à-dire si elle ne constitue pas un débouché pour l'industrie de la métropole ? Les Britanniques se sont alors appliqués à casser les structures économiques séculaires du Ghana afin de créer une demande et d'ouvrir aux produits manufacturés britanniques un débouché dans le pays.

L'option qui a finalement été retenue était beaucoup plus simple, élégante, beaucoup moins coûteuse : elle a consisté en la création de la première monnaie nationale ghanéenne, accompagnée de l'introduction d'un impôt très modeste de 1 shilling par famille (le hut tax), étant précisé qu'il était obligatoire de s'acquitter de cet impôt dans la nouvelle monnaie. Ainsi, en l'espace de quelques années, les autarcies traditionnelles ont volé en éclats. Pourquoi ? La réponse est simple : toutes les familles du pays ont dû trouver un moyen de se procurer cette nouvelle monnaie afin de payer l'impôt et cela n'était possible qu'en abandonnant les circuits d'échanges traditionnels pour s'inscrire dans des relations commerciales plus larges, à l'échelle du pays. Cela a suffi pour briser un système qui avait fonctionné d'une manière durable pendant des siècles.

Quelle leçon faut-il tirer de cet exemple pour ce qui nous intéresse ici ? Rechercher le développement durable d'une économie locale ou régionale tout en imposant le monopole d'une monnaie nationale, c'est ignorer la véritable nature du mécanisme qu'un tel monopole crée. Cet exemple nous montre que les administrations coloniales, au XIXe siècle, avaient conscience de l'importance stratégique du facteur monétaire dans la lutte contre les autarcies régionales. En comparaison, l'importance du facteur monétaire est aujourd'hui mal identifiée par nos dirigeants: ils parlent d'autonomie et de développement

durable régional mais n'en tirent aucune conséquence en matière monétaire.

Quelques exemples réussis de systèmes monétaires locaux

Bali : les vertus d'une système monétaire dual

Voici un phénomène bien connu que l'on peut observer, malheureusement, en bien des endroits du globe: le développement du tourisme de masse s'accompagne en général d'effets dévastateurs sur la vie culturelle de la région. À peine le dernier paradis sur terre est-il découvert, qu'il attire une telle masse de touristes que cet endroit devient déjà le paradis perdu.» L'unique exception à cette règle semble justement être Bali, où les effets destructeurs du tourisme de masse semblent plus limités qu'ailleurs.

Cela contredit tout ce que l'on peut observer dans bien des lieux touristiques, qu'il s'agisse de la Grèce, de l'Italie, d'Hawaï, de Tahiti ou des îles Fidji. Aux îles Fidji par exemple, la culture traditionnelle est presque totalement éteinte, à tel point que les cérémonies traditionnelles ne sont plus organisées que pour le plaisir des touristes. À Bali, sur les quelques 5000 groupes de danse recensés par le gouvernement de la province, seuls 200 se produisent pour les touristes. Plus de 4800 n'étaient actifs qu'à l'occasion des cérémonies religieuses. Pour éviter tout malentendu, précisons que nous avons conscience des changements, réels, induits à Bali par le tourisme de masse et que le flot de touristes a un impact négatif sur les relations sociales entre les Balinais ainsi que sur l'environnement balinais. Plusieurs études très révélatrices ont été consacrées aux effets destructeurs du tourisme à Bali. Nous pensons cependant que le tourisme a relativement épargné la culture balinaise par rapport à d'autres cas.

Deux ethnologues célèbres, Clifford Geertz et Carol Warren, ont mis en évidence ce qui fait la spécificité de la culture balinaise: c'est l'extrême imbrication des structures organisationnelles locales.

Un système de monnaie dual est utilisé : une monnaie-temps et la roupie indonésienne.

Ce n'est ni une quelconque spécificité mystique de Bali, ni l'hindouisme qui préservent la culture balinaise de la décadence face à l'afflux de touristes, mais l'existence d'une étroite coopération au sein de chaque communauté locale, le banjar.

Mais qu'est-ce qui sous-tend la cohésion du banjar ? La recherche de la réponse à cette question a été passionnante: il en est ressorti que c'est un système monétaire dual qui donne au banjar la capacité de mobiliser les ressources locales. L'une des deux monnaies dont il dispose est la roupie, la monnaie officielle, en cours dans tout l'archipel indonésien. La seconde monnaie s'appelle nayahan banjar, ce qui pourrait se traduire par «travail dans l'intérêt du banjar». Il s'agit d'une monnaie-temps, grâce à laquelle un certain nombre de services sont rendus et rétribués.

Quand un travail d'intérêt collectif doit être effectué, on sonne le kulkul pour réunir la main-d'œuvre nécessaire.

Pour chaque projet, on détermine un budget en roupies et un budget en contributions horaires de chaque famille.

La plupart pensent même que la monnaie-temps utilisée à Bali est plus importante que la roupie indonésienne car elle garantit la cohésion de la société balinaise. On peut mesurer l'importance sociale de cette monnaie particulière par le fait que la peine la plus sévère prononcée par le conseil ne consiste pas en une amende en roupies, mais en un refus de fournir un apport en temps par communauté.

À Bali, la peine ultime consiste donc à priver quelqu'un de l'aide que la communauté peut mettre à disposition.

Dans les communautés les plus pauvres (en roupies), on entreprend des projets plus gourmands en contributions horaires que dans les communautés riches, qui peuvent entreprendre des projets plus coûteux en argent.

Dans tous les cas, l'existence d'un système monétaire dual permet de mobiliser toutes les ressources de la communauté afin de réaliser ce qui a été décidé par la communauté, qu'il s'agisse d'événements culturels ou de travaux sur le territoire de la collectivité. Tous les projets sont financés avec une certaine combinaison des deux monnaies: roupies et monnaie-temps. Varie seulement la pondération de chacune dans le budget. À Bali, l'organisation de ces événements, qui n'est pas réservée à un petit groupe d'élite, comme c'est souvent le cas ailleurs, est un acte profondément socialisant, grâce à l'existence de cette monnaie particulière. C'est pour cette raison que la monnaie duale pourrait être le secret de la capacité de résistance du dernier paradis sur terre face au tourisme de masse.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

En Papouasie, pays peu fréquenté par les touristes contrairement à Bali, l'intérêt de ce système dual n'est pas de renforcer l'identité culturelle du pays dans un contexte de tourisme de masse: il a simplement permis au pays de traverser à peu près indemne la dernière vague de mondialisation. Par définition, la mondialisation vise à ouvrir les structures économiques locales au commerce mais elle a pour conséquence de détruire les réseaux d'échanges socio-économiques pré-existants. Il se trouve qu'en Papouasie, la partie de l'île où vivent les Tolai a bien mieux conservé sa culture traditionnelle que la partie occidentale de l'île, où la dualité monétaire n'existe pas.

les études menées dans ces deux pays montrent que l'utilisation de monnaies complémentaires revitalise la culture locale, stabilise l'économie locale et la société dans son ensemble.

Pourquoi n'aurions-nous rien à apprendre de ces populations qui ont acquis, au fil des siècles, une grande expérience dans le maniement de ces instruments monétaires?

Les monnaies complémentaires permettent d'impliquer les plus pauvres de la communauté dans des activités culturelles dont ils seraient exclus autrement.

Curitiba au Brésil

En 1971, Jaime Lerner, architecte de profession, devient maire de Curitiba, capitale de la province du Paraná, au sud-est du Brésil.

Le traitement des déchets a été l'un des plus grands casse-tête auquel le maire ait été confronté pendant ses années d'exercice. Les véhicules municipaux utilisés pour le ramassage des ordures dans le reste de la ville ne pouvaient accéder aux favelas, les voies d'accès étant trop étroites. De fait, dans les quartiers pauvres, les ordures s'amoncelaient, attirant la vermine et déclenchant de nombreuses maladies. La situation était intenable. Les solutions classiques – qui auraient consisté à envoyer des bulldozers, à re-planifier l'urbanisation et à percer des voies d'accès normales – étant exclues par manque de moyens financiers suffisants, il a fallu faire preuve de créativité. De grands containers de métal ont été installés en périphérie des favelas, chacun portant un panneau «Verre», «Papier» ou «Plastique», etc. Un code de couleurs a été mis en place pour ceux qui ne savent pas lire. Chaque sac d'ordures triées déposé dans les containers donnait droit à un ticket de transport public gratuit. Au début de l'année scolaire, c'étaient des cahiers qui étaient fournis en échange. Bientôt, les rues furent éclatantes de propreté car, chaque jour, des milliers d'enfants patrouillaient pour ramasser tout ce qu'ils trouvaient.

De notre point de vue, Jaime Lerner a créé une monnaie complémentaire, sous la forme de tickets de bus. Le programme, qui avait été intitulé «Des ordures qui ne sont pas des ordures» aurait très bien pu être intitulé : «Les ordures, c'est de l'argent».

L'intention de Lerner n'était pas d'introduire un système de monnaies complémentaires. Son équipe et lui ont, avant tout, fait preuve de pragmatisme et ont utilisé les moyens à leur disposition pour résoudre les problèmes qui se posaient. Cela a eu l'effet inattendu d'instaurer un véritable système de monnaie complémentaire qui, en se développant, a permis de traiter avec efficacité les problèmes de l'agglomération de Curitiba. Ce qui a commencé comme un programme de ramassage des ordures et de santé publique s'est peu à peu structuré en système complet de gestion des transports et d'autres problèmes comme le chômage.

Les conséquences économiques de ce système transparaissent dans les chiffres. Le revenu moyen à Curitiba est 3,3 fois plus élevé que le salaire minimum du pays. Le revenu réel lui est encore supérieur de 30%, c'est-à-dire qu'il équivaut à cinq fois le salaire minimum. Cette différence de 30% reflète l'existence de revenus qui ne sont pas forcément monétisés mais qui peuvent prendre la forme de denrées alimentaires. Curitiba dispose du réseau social le plus dense du pays et de programmes éducatifs et culturels uniques en leur genre. Même d'un point de vue macroéconomique, il est clair qu'un véritable miracle s'est produit à Curitiba. Entre 1975 et 1995, le produit social brut par habitant ya augmenté 75% plus rapidement que dans la province du Paraná dans son ensemble et 48% plus rapidement que dans le reste du pays. Et la différence reste, aujourd'hui encore, marquée: entre 1993 et 1995, le produit social brut de Curitiba était toujours de 41% plus élevé que dans la province de Paraná et de 70% plus élevé que dans le reste du pays.

Curitiba est un exemple qui illustre de façon concrète les effets des monnaies locales. Cette expérience qui dure depuis plus de trente ans montre qu'un système réunissant une monnaie nationale et une monnaie

complémentaire bien adaptée aux objectifs offre des avantages à tous. Le système astucieux proposé par le maire du Curitiba a contribué à catapulter une ville du tiers-monde parmi les villes du premier-monde.

Quels enseignements peut-on en tirer ?

L'exemple négatif du Ghana montre clairement que l'introduction d'un monopole monétaire centralisé est systématiquement contre-productif pour les échanges locaux et réduit la marge de manœuvre pour l'initiative économique locale. Les exemples positifs de Bali, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Curitiba nous montrent, au contraire, qu'un système monétaire dual, dans lequel une monnaie centrale cohabite avec d'autres monnaies complémentaires, contribue à rétablir l'équilibre entre les espaces économiques locaux, nationaux et internationaux. Nous ne prétendons pas qu'un système monétaire dual est une baguette magique pour solutionner tous les problèmes. Cependant, les exemples présentés doivent donner à réfléchir au moins sur la possibilité d'utiliser une monnaie régionale pour encourager l'initiative économique et culturelle locale dans un monde globalisé.

3. Pourquoi a-t-on eu recours à des monnaies régionales dans le passé ?

Contrairement à ce que pourrait laisser penser le chapitre précédent, les monnaies complémentaires régionales ne sont pas l'apanage des pays en voie de développement : elles ont long-temps joué un rôle capital en Europe, avant que leur usage ne disparaisse définitivement il y a environ deux siècles. Aujourd'hui, pour la plupart des Européens, l'idée d'introduire des monnaies complémentaires pour consolider le développement de leurs régions peut sembler curieuse, non-orthodoxe, pour ne pas dire incompréhensible. Les travaux de recherche récents ont cependant montré que, contrairement aux idées reçues, les monnaies régionales disposent en Europe d'une historicité considérable et méconnue. Elles existent de façon continue entre Charlemagne et Napoléon. Plus important encore, elles ont eu un impact positif sur l'économie et la vie sociale de notre continent. En tout état de cause, il faut noter que, si les monnaies régionales ont disparu du paysage européen, ce n'est pas en raison de leur inefficacité. Dans la plupart des cas, elles ont été abolies, sans autre forme de procès, par un pouvoir central qui entendait étendre l'usage de son propre système monétaire pour mieux contrôler les économies régionales, et cela sans égards pour les effets négatifs sur la population. Il est important de rappeler que la monopolisation monétaire s'est souvent accompagnée de mesures de répression – militaires si nécessaire – et de l'interdiction de systèmes et d'usages préexistants.

Il est important de souligner que, pendant tous ces siècles où les monnaies régionales ont coexisté avec d'autres systèmes monétaires, notamment nationaux et internationaux, l'inflation ne constituait pas un problème endémique comme aujourd'hui.

Après l'abandon de l'étalon-or, l'inflation est en effet devenue la caractéristique principale des monnaies nationales du XXe siècle. Même les monnaies les plus stables de la période d'après-guerre – comme le mark allemand et le franc suisse – ont perdu entre 1970 et 2000 pas moins de 60% de leur valeur. Dans le même temps, le dollar perdait 75% de sa valeur et la livre sterling 90%.

Des précédents historiques

On trouve dans l'histoire une foule d'exemples de monnaies locales et régionales. Leur existence est attestée en Europe occidentale sur une période de plus de mille ans, de l'an 800 jusqu'à 1800 environ.

Deux sortes de monnaies étaient émises: les pièces de métal précieux – l'argent et, dans une moindre mesure, l'or – qui étaient les seules utilisées pour le commerce lointain et des plus petites monnaies de cuivre ou de billon (le billon est un alliage de cuivre et d'argent) pour les échanges sur des distances plus réduites.

Les monnaies complémentaires avant la Révolution française

On connaît, pour la période de l'Ancien Régime, une grande variété d'objets monétaires proches par leurs formes, apparences et conditions de fabrication, mais différents dans leurs usages. On distingue quatre groupes: les médailles, les jetons, les méreaux et les pièces de monnaies officielles.

La plupart des autorités séculières ou ecclésiastiques – c'est-à-dire la noblesse provinciale, les évêques et les abbés de monastères – émettaient des pièces de la plus grande diversité quant à leur qualité et à leur appellation.

Les rois de France ont été les premiers à contrer cette évolution. Saint Louis, en 1265 et 1266, a fait promulguer différentes ordonnances réservant au roi, et à lui seul, le droit de battre des monnaies ayant cours dans l'ensemble du royaume. Les seigneurs locaux étaient toujours autorisés à émettre leurs monnaies : dans certaines régions, il existait donc deux monnaies circulant en parallèle. Cependant, seule la monnaie royale pouvait être utilisée pour payer l'impôt.

Tous les rois de France ont tenté de limiter le pouvoir monétaire des féodaux, soit par le rachat de ce droit, soit par l'usage de la force. Dans les dernières années du XIII^e siècle, le processus de centralisation monétaire était si bien avancé que le nombre de monnaies en circulation dans le royaume était déjà considérablement réduit : il en a résulté une récession économique massive qui dura près d'un siècle et demi et qui s'est accompagnée, au début du XIV^e siècle, des premières grandes famines.

Comme elles avaient perdu le droit d'émettre leurs propres monnaies, les autorités locales ont eu de plus en plus recours aux méreaux, et c'est ainsi que l'usage de ces pièces s'est répandu particulièrement aux XII^e et XIII^e siècles. Les seigneurs plus faibles, qui n'avaient jamais eu le droit – ou les moyens – de battre monnaie, avaient adopté cette pratique encore plus tôt. Les méreaux ont certes existé dans l'Antiquité, mais leur usage s'est véritablement répandu lorsque la couronne a cherché à limiter les droits seigneuriaux en matière de monnaie.

Un indice montrant à quel point l'usage des méreaux était populaire et répandu est la fréquence avec laquelle les ordonnances royales visant à les interdire ont du être rappelées. Par exemple, dès le XIV^e siècle, la ville d'Arras avait explicitement interdit l'usage des méreaux. Malgré cela, plusieurs édits de même nature ont été promulgués en 1451, 1464 et 1468. Tout cela confirme que la première ordonnance qui date de 1265 n'avait manifestement pas obtenu les effets escomptés, même après deux siècles de tentatives de répression.

Quelques points de vue d'historiens du XX^e siècle

Si l'on en tire les conséquences, l'histoire financière du Moyen Âge et de l'Europe moderne nous montre qu'un système monétaire dual cohérent est non seulement faisable sur le plan institutionnel, mais aussi pertinent d'un point de vue économique. Un système monétaire dual, conçu comme un système de monnaies complémentaires, concilie l'efficacité monétaire avec les impératifs de l'égalité sociale. Soulignons le fait que nous arrivons ici, par un biais différent, exactement aux mêmes conclusions qu'au chapitre précédent avec les études de cas de Bali, de Papouasie ou de Curitiba.

Homogénéisation et centralisation monétaire

L'histoire nous montre que l'abolition des systèmes monétaires régionaux n'a rien à voir avec une question d'efficacité économique, qui est l'excuse classique pour justifier le maintien d'un monopole. La véritable cause est plutôt à rechercher dans les aspirations unificatrices de l'autorité centrale, initialement royale, et dont le relais a été repris ultérieurement par les gouvernements républicains respectifs. Ensuite, l'homogénéisation monétaire est devenue planétaire et a été vendue comme équivalente à la modernisation et sa nécessité imposée comme le seul moyen vers une efficacité économique. Aujourd'hui, le même outil monétaire est supposé servir pour réaliser un investissement dans un barrage hydroélectrique ou un rachat multimilliardaire d'entreprises, pour l'éducation de nos enfants, les soins pour les personnes âgées ou pour l'environnement.

Quelques leçons utiles pour l'avenir

Résumons à présent ce que nous a appris ce bref détour par l'histoire et qui pourrait être utile pour notre avenir:

– La tendance actuelle à la centralisation monétaire trouve ses origines dans les aspirations de contrôle de pouvoirs centralisateurs, d'abord de rois, ensuite d'États-nations et finalement de nations avec des visées d'hégémonie mondiale. L'homogénéisation monétaire a incontestablement facilité les échanges à l'échelle correspondant à chacune de ces étapes, mais elle a chaque fois pénalisé la capacité de gérer sur place les problèmes qui se manifestent dans les économies régionales ou locales. Nous disposons pourtant de précédents historiques convaincants montrant que des monnaies régionales bien gérées peuvent circuler en parallèle avec des monnaies nationales et surtout supranationales sans générer d'inflation ou de crise monétaire.

– En même temps, la puissance financière a tendance à se concentrer dans un nombre sans cesse plus réduit de centres de décision qui eux-mêmes se trouvent de plus en plus éloignés de la vie quotidienne du citoyen. L'avenir monétaire d'un agriculteur limousin ne se décide aujourd'hui ni dans son département, ni à Paris, ni même à la Banque centrale européenne à Francfort, mais à Pékin où l'on choisira jusqu'à quel point la Chine voudra bien continuer à accumuler sans fin des dollars dont la valeur se dégrade d'année en année.

– Cependant, dans le contexte d'une crise financière mondiale, la responsabilité de gérer les conséquences sociales et de trouver les solutions innovatrices pour les problèmes que cela posera, ne viendra pas de Pékin ou de Paris, mais de la communauté locale et régionale. Il y a donc une dissymétrie entre moyens d'action et responsabilités. Nous montrerons dans les chapitres suivants qu'il existe des outils monétaires qui seront indispensables à l'échelle d'une région pour faire face aux défis du XXI^e siècle. Il serait légitime de demander à ceux qui veulent justifier la continuation du monopole des monnaies centralisantes, de prendre également leurs responsabilités face aux problèmes que ce monopole posera pour les citoyens ordinaires, problèmes pour lesquels on exigera ensuite – par défaut – de trouver une solution au niveau régional ou local.

N'est-il pas temps de s'interroger sur le bien-fondé de l'homogénéisation et de la centralisation de l'outil monétaire, eu égard aux problèmes que connaissent aujourd'hui l'Europe et le reste du monde, et plus encore aux défis qui sont inéluctables dans un avenir prévisible?

4. L'avenir des monnaies régionales

Qu'est-ce qu'une région et une monnaie régionale aujourd'hui ?

Nous définirons ici comme une région, un espace géographique circonscrit – relativement plus petit qu'un État-nation – auquel s'identifient les hommes.

Les monnaies régionales constituent un sous-ensemble de ce que l'on appelle les monnaies complémentaires. Cette remarque est importante dans la mesure où il n'existe, à l'heure actuelle, que peu d'exemples de systèmes monétaires régionaux fonctionnant à suffisamment grande échelle. S'agissant des monnaies complémentaires en revanche, les exemples sont maintenant nombreux.

D'un point de vue strictement économique, le profit d'une entreprise sera plus élevé pour chaque client qui paye au moins le coût marginal engendré par la transaction. Pour les compagnies aériennes, ces coûts marginaux correspondent aux dépenses réelles que l'entreprise doit effectuer pour accueillir un passager sur un vol, ce qui revient approximativement au coût du repas (à condition qu'un repas soit servi à bord). Toutes les autres dépenses de la compagnie aérienne (les salaires de l'équipage, le coût du carburant, les frais d'aéroport, etc.) sont des coûts fixes : on les appelle ainsi parce qu'ils ne changent pratiquement pas, quel que soit le nombre de personnes embarquées dans l'avion. Les monnaies complémentaires sont très utiles aux entreprises comme les compagnies aériennes, dont les coûts marginaux sont faibles. La fidélisation du client est beaucoup plus intéressante que le coût du repas qu'on lui servira, du moins tant que toutes les places dans l'avion ne sont pas prises...

C'est la méthode utilisée par les compagnies aériennes avec leurs miles : ils n'acceptent pas les miles en haute saison ou imposent d'autres restrictions qui visent à s'assurer que le client qui paye avec des miles

occupe un siège qui serait vide autrement. En généralisant, une monnaie complémentaire permet de mobiliser une ressource qui serait de toute façon inutilisée (dans ce cas, un siège vide) pour satisfaire un besoin donné (la fidélité de la clientèle).

Une monnaie complémentaire est une monnaie permettant de faire la jonction entre un besoin non-satisfait en euros et une ressource sous-utilisée.

L'objectif de ces monnaies n'étant clairement pas de supplanter les monnaies officielles, mais de coexister avec elles, on parle alors de monnaies complémentaires. Le principe de complémentarité est relativement nouveau en économie, contrairement à ce qui est le cas dans d'autres disciplines comme la physique, la biologie, la psychologie ou la philosophie, où sa conceptualisation est plus ancienne et son usage plus répandu.

Les monnaies complémentaires ont une existence propre, en parallèle avec les monnaies officielles. Les monnaies officielles, comme le yen, l'euro ou le dollar, et les monnaies complémentaires se fondent sur des principes très différents mais leurs fonctions propres se complètent. C'est-à-dire que les monnaies complémentaires remplissent des fonctions que les monnaies officielles ne sont pas en mesure de remplir ou qu'elles ne remplissent que partiellement. Par exemple, les monnaies nationales se sont montrées particulièrement utiles pour déclencher l'âge industriel. Elles ont contribué efficacement à la création de marchés globaux, à la stimulation de la concurrence et à l'accumulation du capital, ce qui a permis une création de richesses sans précédent. Lorsqu'on impose un monopole de ce type de monnaie, on peut observer une accentuation des différences de revenus, une dégradation du capital social des plus faibles et une augmentation de la spéculation à court terme. Mais ces inconvénients associés aux monnaies officielles ne peuvent pas être corrigés au sein du système monétaire lui-même. Cependant, une monnaie complémentaire, fondée sur des principes radicalement différents (pas d'intérêts, une organisation locale et démocratique, une valorisation du capital social), permet de corriger ces effets pervers. Monnaies officielles et monnaies complémentaires, grâce à leurs avantages comparatifs, forment un système monétaire dual qui permet le développement d'une société plus juste et plus stable. Nous retrouvons ici au niveau théorique ce que nous avons rencontré comme applications concrètes dans les chapitres précédents avec les cas de Bali, de Curitiba ou de la France de l'Ancien Régime.

Monnaies complémentaires sociales existantes

En combinant le concept de région et celui de monnaie complémentaire, nous pouvons à présent définir comme une monnaie régionale toute monnaie complémentaire dont l'objectif est de répondre à des besoins insatisfaits en euros dans la région et qui mobilise des ressources régionales insuffisamment utilisées.

Les régions ont de nombreux besoins, liés notamment à des problèmes sociaux tels que le chômage, l'emploi des jeunes ou la prise en charge des personnes âgées. Davantage de besoins économiques seront satisfaits quand un réseau de clients bien constitué permettra aux entreprises locales de mieux faire face à la concurrence des grandes entreprises présentes sur les marchés nationaux et internationaux. Les besoins écologiques ou culturels peuvent être remplis si l'on soutient efficacement les associations locales. La préservation de l'identité locale répond également à un besoin culturel. Il est difficile d'envisager toutes les utilisations qui pourraient être faites des monnaies régionales afin de satisfaire les besoins exprimés par les populations des régions. Il en va de même pour les ressources non mobilisées: en réfléchissant bien, et avec un peu d'imagination, on peut en trouver partout ou presque. Toute personne sans activité souhaitant proposer son savoir-faire est une ressource. La prochaine fois que vous irez au restaurant ou au cinéma, comptez le nombre de places ou de tables vides: il s'agit là aussi de ressources non mobilisées. Les écoles, fermées après les heures de cours ou pendant les vacances d'été, sont également une ressource, tout comme certains cours de l'université que suivent parfois tout au plus une dizaine d'étudiants. Ces jeunes qui sont prêts à aider les associations sont aussi une ressource. Il y a là des ressources à mobiliser pour satisfaire des besoins. Bref, l'idée est d'introduire les monnaies régionales là où les monnaies nationales ne permettent pas de satisfaire tous les besoins et, en plus, négligent l'utilisation de ressources bien réelles.

Un système régional se situe donc dans une fourchette intermédiaire et devrait concerner entre dix mille et un million de personnes.

D'un point de vue macroéconomique, les systèmes monétaires complémentaires ne couvrent pas plus de 1% des échanges régionaux.

De l'utilité d'une croissance endogène

Avec la fuite des capitaux des régions à faible rentabilité et compte tenu de la faiblesse des liquidités disponibles, les régions périphériques, plus que les autres, ont besoin d'une monnaie adaptée à leurs besoins spécifiques quine serait pas soumise aux mêmes contraintes de rentabilité à court terme, qui distribuerait les ressources régionales en fonction d'objectifs d'utilité publique et qui favoriserait une certaine stabilité du capital.

Les monnaies régionales, comme nous allons le voir, renforcent l'autonomie des régions dans la recherche de solutions à leurs problèmes et réduisent leur dépendance vis-à-vis des aides financières émanant des gouvernements centraux. Elles donnent ainsi plus de marges de manœuvre aux régions qui les adoptent.

Ainsi se mettrait en place un circuit économique régional dynamique, sortant la région de la stagnation, réduisant l'exode des populations, stimulant le pouvoir d'achat des habitants et les capacités financières des collectivités locales, offrant de nouvelles perspectives d'identification à la région et lui permettant de disposer de nouvelles capacités d'action économique.

Quand, sinon maintenant ?

Il est clair que de nombreux pays vont rater le coche de la société de l'information, exactement comme certains pays ont manqué les premières opportunités pour passer d'une société agraire à une société industrielle. Certains pays qui comptaient au XIXe siècle parmi les pays les plus sophistiqués, comme la Chine, sont passés à côté du changement économique nécessaire et sont ainsi devenus des pays du tiers-monde pendant le XXe siècle. On voit même aujourd'hui encore combien il est difficile pour ces pays de rattraper le retard pris.

Dans le système actuel, les régions financent, avec leur épargne, leur propre chômage, la fuite de leurs capitaux et la délocalisation de leurs entreprises vers les économies émergentes. En effet, l'épargne n'est pas investie dans les régions où elle est générée, elle est investie ailleurs et profite à d'autres.

Richard Douthwaite a montré que, dans les systèmes bancaires irlandais, le rapport entre l'épargne et le prêt est en moyenne de deux à un, c'est-à-dire que quand deux euros sont épargnés en Irlande, seul un euro est réinvesti dans le même pays. Cependant, dans les régions périphériques de l'ouest du pays, ce rapport est de quatre à un, voire de six à un. Ces statistiques montrent que, en raison des critères de rentabilité qui président à l'attribution des prêts, l'épargne placée dans les banques irlandaises est rarement investie dans les régions périphériques dont les structures économiques restent essentiellement rurales. Les prêts sont plutôt accordés dans les villes, où la rentabilité du capital est plus importante. Les conditions du marché du capital font que l'épargne n'est pas réinvestie dans les régions où elle est accumulée.

Il est certain que pour des régions périphériques de pays moins favorisés, ce phénomène doit être encore plus accentué.

Si on est responsable du développement régional d'une zone plus sinistrée, que faut-il faire? Nous affirmons qu'une monnaie complémentaire bien adaptée aux caractéristiques de la région est le mécanisme le plus efficace pour contrebalancer ce phénomène.

5. Choisir une stratégie monétaire régionale

Le processus par la base

Il est d'abord utile de se demander quel est l'objectif précis poursuivi par l'initiative de la monnaie régionale envisagée. On ne crée pas une monnaie complémentaire simplement parce que cela semble une bonne idée en soi ou parce que d'autres l'ont fait. Il est important de clarifier exactement le ou les objectifs pour identifier les participants qu'il est indispensable d'intégrer dans l'équipe de réalisation et pour déterminer

le niveau de sophistication technologique et les modèles déjà existants dont il serait utile de s'inspirer. Répétons que l'objectif n'est pas une autarcie, utopique dans le monde d'aujourd'hui et, d'ailleurs, non nécessaire. Dans la présentation générale esquissée au chapitre 1, il n'est pas question de mettre un terme à la mondialisation, mais seulement de la faire changer de direction en équilibrant les échanges mondiaux par une activation des échanges régionaux.

Sur la base des arguments développés dans les chapitres précédents, parmi les objectifs qu'il est légitime de poursuivre pour mettre en place une monnaie régionale, on peut mentionner:

- améliorer l'autonomie de l'économie régionale vis-à-vis des circuits de l'économie globale, par exemple en mettant en place un mécanisme anti-cyclique qui amortit les effets du cycle économique mondial ou national;
- contribuer au développement d'un système de financement et d'échange durable qui permette de protéger contre les impondérables de l'instabilité financière globale;
- fournir aux petites et moyennes entreprises un nouveau type de liquidités financières permettant leur survie en cas de crise et le lancement de produits et de services régionaux pendant les périodes plus normales;
- réduire le chômage et renforcer la création de valeur et des revenus dans la région;
- permettre une meilleure connexion entre le producteur et le consommateur et, sur cette base, réduire les coûts et les émissions de carbone liés aux transports des biens de consommation;
- renforcer la dimension régionale des équipements d'infra-structures, tels les transports ou la fourniture d'eau et d'électricité;
- renforcer l'identité régionale;
- encourager les échanges intrarégionaux;
- accompagner un changement de cap qui autorise lui-même bien d'autres changements.

Évidemment, au début, il vaut mieux ne pas poursuivre tous ces objectifs en même temps. Au contraire, la première décision est de choisir par lequel ou lesquels de ces objectifs on veut commencer et le(s) lancer comme projet pilote. Ensuite, on peut graduellement élargir le champ d'action et les mécanismes qui permettent d'inclure des objectifs additionnels, des zones géographiques et/ou des acteurs économiques plus importants.

L'importance de la qualité du leadership

L'indicateur le plus infaillible pour prédire le succès d'une monnaie complémentaire est la qualité du leadership, de la personne ou de l'équipe qui va introduire le système.

Donc, en plus des qualités de communication, il faut une intelligence à la fois créative et pragmatique. Trouver toutes ces qualités réunies dans une seule personne reste exceptionnel et il semblerait plus facile de constituer une équipe possédant toutes ces compétences. Une recommandation simple permettra d'éviter bien de déboires: adapter les termes du projet, sa complexité et son étendue géographique, à la crédibilité et à l'expérience de l'équipe. Le vieux dicton «qui trop embrasse, mal étreint» est de rigueur dans ce domaine. On n'envisagera donc d'amplifier ultérieurement un projet qu'après avoir prouvé la capacité d'une équipe à fournir des résultats à un niveau plus modeste...

Décisions-clés

Il faut, après avoir défini le ou les objectifs que l'on entend assigner à la monnaie, avoir une excellente connaissance de la région, identifier ses besoins et ses ressources potentielles ou inutilisées. Ce n'est qu'une fois ce travail préparatoire effectué que l'on pourra choisir le type de monnaie qui semble le mieux adapté.

Les regions dans les pays germanophones

Les premières initiatives allemandes en matière de monnaies régionales ont vu le jour dans des régions rurales. Dans ces régions à dominance agricole, relativement isolées des grands centres industriels, les agriculteurs et les habitants ont bien compris que le développement local durable n'est possible que si l'on enclenche une dynamique endogène et que l'on mobilise l'ensemble des ressources dont dispose la région.

Aussi, de nombreuses exploitations agricoles ont-elles cherché à maximiser leur production en énergies renouvelables pour se rendre moins dépendantes des circuits d'approvisionnements énergétiques nationaux, très coûteux. De plus, certains petits entrepreneurs ont essayé de maintenir la création de valeur dans la région et d'inscrire leurs activités dans des circuits d'échanges plus réduits et plus respectueux de l'environnement.

Dans les régions où une monnaie regio est devenue opérationnelle, on a pu observer également que les entreprises agricoles se sont associées et ont développé collectivement de nouvelles stratégies de commercialisation de leurs produits, avec leurs propres marques et leurs propres réseaux de distribution au niveau régional. De plus, la culture et l'artisanat local ont été revalorisés au profit du tourisme, sans pour autant qu'il s'agisse de folklore artificiel. Car les artisans, plus impliqués qu'auparavant grâce à la redynamisation des circuits économiques locaux, ont retrouvé une nouvelle raison d'être. Le mouvement vers une agriculture et des produits bio a également vite suivi. Depuis les grands scandales sanitaires et alimentaires qui ont bouleversé les consommateurs européens (comme la crise de la vache folle), le lien de proximité entre le producteur et le consommateur s'est renforcé, même dans la population des villes.

Chacun des systèmes Regio est un peu différent des autres. On peut cependant observer deux grandes familles: certaines ont d'abord opté pour la stratégie des bons (achetables et remboursables avec des euros); d'autres, surtout en Allemagne de l'Est, la technique des cercles coopératifs (où les euros n'interviennent pas du tout).

Spécifiquement, pour qu'une initiative de monnaie complémentaire puisse faire partie du réseau des regios, il faut qu'elle obéisse aux huit critères suivants :

1. Le système doit être gagnant-gagnant pour tous les participants.
2. Il doit être organisé en vue du bien commun.
3. Il doit faire l'objet d'une mise en œuvre professionnelle.
4. La transparence des comptes et des mécanismes en jeu vis-à-vis des utilisateurs doit être totale
5. Un contrôle démocratique doit pouvoir être exercé par les utilisateurs.
6. Le système doit bénéficier d'un financement ou d'une stratégie financière durable.
7. La circulation doit être garantie.
8. Il sera animé d'une volonté de collaboration avec les autres projets Regio.

Un autre principe qui est recommandé (sans être obligatoire) et qui a été respecté sans exception jusqu'à présent, est d'éviter de demander des intérêts sur les emprunts effectués dans ces monnaies.

Le Justus, lancé en mars 2004, fut, lui, le premier regio à fonctionner sans euros dans un modèle de cercle de coopération c'est-à-dire qu'on n'achète pas cette monnaie avec des euros mais on les obtient en fournissant un bien ou un service payable en cette monnaie.

Une monnaie régionale ne présentera un gain pour chacun, c'est-à-dire qu'elle ne sera un jeu gagnant-gagnant pour tous, que si ce gain est clairement identifiable par les participants. Ce bénéfice n'est pas nécessairement matériel, il peut aussi consister en un sentiment positif, comme celui de contribuer à un projet collectif dans la région.

Une stratégie intégrale pour le développement monétaire régionale

Idéalement, la monnaie régionale fait partie intégrante d'une stratégie cohérente de développement régional. Trois composantes se sont révélées très utiles dans ce contexte :

- un système de bons, acheteables en euros, assurant la fonction de moyen de paiement;
- un cercle de coopération, c'est-à-dire un système de compensation permettant l'échange des biens et des services sans nécessité de faire intervenir l'argent officiel;
- une banque régionale coopérative, qui comme toutes les banques, permet de constituer une épargne et de fournir du crédit, mais qui, contrairement aux autres banques, accorde à ses membres des prêts à taux zéro, liés à un plan d'épargne simple et clair, sur le modèle de la banque JAK en Suède, qui connaît un véritable succès depuis quarante ans.

Notez que la combinaison de ces trois composantes permettrait à une stratégie monétaire régionale de remplir presque toutes les fonctions classiques de l'argent, mais où chaque fonction est remplie par une institution spécifique. Le système de bons, fonctionnant comme de l'argent liquide, permet de payer les petites dépenses de la vie quotidienne et assure la fonction de moyen de paiement. Le cercle de

coopération remplit la fonction d'unité de compte. La banque coopérative, comme garante du crédit et administratrice de l'épargne, assure les fonctions de réserve de valeur.

Aux trois fonctions classiques de la monnaie, il est important d'en ajouter une quatrième: selon Rudolf Steiner, elle devrait aussi devenir un instrument de don et pourrait remplir une fonction éthique si on lui assigne un certain nombre d'objectifs sociaux ou d'intérêt général.

En théorie, une monnaie conventionnelle, comme l'euro, est supposée fournir ces trois fonctions classiques en même temps. En pratique cependant, il est fréquent que certaines de ces fonctions finissent par être sacrifiées, par exemple l'inflation et l'instabilité monétaire rendent la fonction d'épargne aléatoire. Par contraste, dans le domaine des monnaies complémentaires ou régionales, il est souvent préférable d'avoir des monnaies spécialisées qui ne remplissent chacune qu'une ou deux de ces fonctions classiques. Ensuite, en les combinant, on met en route des synergies qu'aucune monnaie – même l'euro – n'est capable de produire à elle seule.

Le système de bons

Le Chiemgauer est un bon qui fut initialement émis par l'école Steiner de Prien am Chiemsee. Le système mis au point par Gelleri se fonde sur une idée simple: créer un moyen de paiement contribuant au développement de la région et s'assurer le soutien des commerçants et des petits entrepreneurs locaux en leur proposant un espace publicitaire. Les commerçants impliqués reçoivent en échange de leur soutien un espace publicitaire dans différentes revues et publications. Ce «marché» est très intéressant pour les petits commerçants, dont les dépenses de publicité représentent en général entre 5% et 10% du chiffre d'affaires. Les frais d'acquisition d'un nouveau client sont encore plus élevés.

De plus, les capitaux avec lesquels les Chiemgauer sont achetés s'accumulent au fil des années et peuvent être distribués sous forme de crédits à court terme, par exemple à une petite entreprise en difficulté qui aurait besoin de rembourser un découvert.

Le cercle de coopération

Dans les cercles de coopération, il n'existe pas de monnaie fiduciaire, les mouvements monétaires sont enregistrés uniquement grâce à des inscriptions : on parle donc de monnaie purement scripturale. L'argent se crée entre les participants eux-mêmes lors d'un échange de biens ou de services. Celui qui achète le bien ou le service est débité du montant en question et le vendeur est crédité en même temps du même montant. Le tout fonctionne d'une manière assez proche des crédits mutuels et des systèmes de troc, dont on trouvera une description en annexe.

Ce système permet à ceux qui ne possèdent pas d'euros de participer au système monétaire régional, sans avoir besoin à aucun moment de la monnaie fiduciaire. Ils peuvent ainsi proposer leurs propres compétences et échanger des services avec d'autres personnes, sans qu'aucun n'ait besoin d'euros pour réaliser les échanges. Un système de comptes de compensation permet d'équilibrer la valeur des prestations ainsi «achetées» avec les prestations «vendues».

L'un des cercles de coopération les plus connus et les plus anciens d'Europe est le cercle WIR en Suisse, qui existe depuis 1934 et compte aujourd'hui quelque 60000 membres, soit environ 20% à 30% des petites et moyennes entreprises du pays.

Les crédits et les débits sont répertoriés à la centrale, qui se trouve à Bâle. Le moyen de paiement utilisé consiste en billets d'ordre, ressemblant à des chèques, en billets ou encore en une carte WIR, une innovation unique en Europe, qui peut être utilisée à la fois en francs suisses et en WIR.

Les clients du WIR peuvent utiliser leurs crédits en WIR pour l'achat de marchandises, pour effectuer leurs achats personnels ou payer leurs collaborateurs. La banque WIR, de même que la JAK en Suède dont nous allons parler ensuite propose une gamme de produits bancaires diversifiés en francs suisses et en WIR.

Le Talente-Tauschkreis, une monnaie regio dans le Vorarlbergen Autriche, est un système d'échange régional proposant des services d'utilité publique gérés de façon professionnelle. On peut aussi les obtenir ; sans utiliser des euros en fournissant des services utiles à la communauté. Tous les commerces l'acceptent, depuis le coiffeur et l'épicier, jusqu'au menuisier et au magasin d'équipements électroniques, en passant par la location de chalets. Sans oublier que la municipalité accepte la monnaie locale en paiement pour les taxes de séjour et pour la location de propriétés qu'elle possède dans la région.

La banque coopérative

Le concept de la banque coopérative régionale repose sur le modèle et l'expérience de la banque suédoise JAK, un des rares exemples dans le monde d'une banque coopérative qui, au lieu de facturer les intérêts, facture uniquement son travail. Si l'objectif initial de ce modèle était de renforcer les régions rurales suédoises qui souffraient de la fuite des capitaux vers les centres urbains, la JAK est aujourd'hui utilisée aussi bien à la ville qu'à la campagne par l'ensemble du spectre social, y compris par des banquiers.

Normalement, les banques ont besoin d'une marge d'intérêt importante afin de garantir la rémunération des dépôts de leurs clients, de gérer les risques auxquels la banque est confrontée et d'assurer leurs coûts de fonctionnement. Avec le concept proposé par la JAK, beaucoup de ces coûts sont considérablement réduits. Cette banque arrive donc à s'en sortir en exigeant des frais de crédit exceptionnellement bas.

Connexions et organisation

Le système des bons, le cercle de coopération et la banque associative permettent une combinaison de monnaies complémentaires qui remplissent, ensemble, toutes les fonctions que l'on associe aujourd'hui à l'argent conventionnel. Leur articulation organisationnelle à l'échelle d'une région nécessite quelques institutions supplémentaires:

- une centrale de coordination, qui gère l'introduction de chacune de ces composantes et coordonne leur action;
- un mécanisme de compensation, qui permet des échanges entre les composantes et veille à leur insertion dans le paysage monétaire conventionnel existant, sur le plan régional, mais aussi, si besoin est, au niveau national et international;
- une institution indépendante assurant un audit et un contrôle de qualité.

Le contrôle de qualité veille au respect des règles qui ont été fixées collectivement. Sans l'existence d'une telle institution indépendante, ce respect ne peut pas être correctement garanti. Tout comme les agriculteurs biologiques, qui s'en tiennent à un certain nombre de règles afin de garantir aux consommateurs la qualité bio des produits qu'ils achètent, grâce à une organisation indépendante qui contrôle l'application des standards requis pour le label bio, les utilisateurs d'une monnaie régionale doivent avoir la certitude, en s'impliquant dans le système, que celui-ci constitue une option intéressante, honnête et soucieuse du bien collectif.

Une mise en œuvre professionnelle signifie qu'une vision claire y a présidé et que les missions attribuées à chacun correspondent à leurs compétences ou à leur potentiel. Il faut veiller à ce que les notions d'utilité publique et de professionnalisme ne s'excluent pas mutuellement, comme c'est trop souvent le cas. Car, dans l'introduction d'une monnaie régionale, la coexistence de ces deux approches est indispensable: un travail professionnel, comparable à celui effectué par les banques, mais maintenu dans des coûts comparables à ceux des associations d'utilité publique. Car ce n'est que quand les coûts de fonctionnement (émission de la monnaie ou dépôt sur les comptes) sont réduits que les effets bénéfiques de la monnaie régionale se font ressentir. Un système est transparent quand son fonctionnement est compréhensible pour les usagers et que l'organisation reste ouverte à la critique et aux suggestions. Cela implique notamment qu'il faut exclure le langage technique et privilégier une communication accessible à tous, car ceux qui sont capables de comprendre le jargon technique sont rares.

Ce qui est décisif aussi, tant dans la phase de conception que dans celle de la mise en œuvre, c'est surtout la capacité des instigateurs du projet à proposer une solution adaptée, tenant compte des problèmes et des ressources de leur région et des opportunités offertes par un système monétaire régional. Dans le chapitre suivant, nous analyserons un certain nombre de méthodes et d'outils permettant de trouver cette solution.

6. Lancement et financement

Le processus par la base

Une approche par la base commence en mobilisant les utilisateurs eux-mêmes. Il faut être conscient qu'une telle approche ne connaîtra pas un succès général immédiat, il est important de le préciser: il lui faudra passer par une période, souvent relative-ment longue, avant d'atteindre son allure de croisière et trouver son équilibre financier. D'une manière générale, cette période peut durer entre cinq et six ans. De fait, les initiateurs du projet doivent se préparer à cette traversée du désert qui exigera d'eux une certaine persévérance ainsi qu'une grande capacité d'investissement personnel et financier.

Il faut être clair: une approche par la base a de fortes chances de prendre beaucoup plus de temps que lorsque l'on bénéficie de soutiens financiers institutionnels.

La consolidation des perspectives d'avenir d'une région grâce à l'introduction d'une monnaie régionale s'inscrit dans un processus nécessairement évolutif, qui consiste à aller chercher les gens pour les interconnecter au sein d'un nouveau système.

Ce travail de sensibilisation et de mise en débat peut commencer avec l'introduction d'un système de bons. Au-delà de cette première étape, le système peut se développer de la manière suivante: introduction d'un système électronique, constitution d'un fonds de crédit régional au sein d'une banque associative, professionnalisation de la gestion du système, etc.

Le processus par le sommet

Un coup de pouce financier – mais aussi, et pourquoi pas, humain et matériel – peut réduire de façon significative la traversée du désert, c'est-à-dire la phase relativement difficile où le système, peinant à trouver son équilibre financier, ne fournit pas encore d'effets positifs visibles. À notre avis, il est essentiel de ne pas tout miser sur les aides financières et qu'une place importante soit réservée à l'autofinancement, car c'est également un excellent moyen de motivation pour innover. Quoi qu'il en soit, même si l'aide extérieure est importante, il faut bien comprendre que la phase d'introduction de la nouvelle monnaie restera assez longue (deux ans environ).

La phase d'analyse

Avant toute chose, il est nécessaire d'engager une réflexion approfondie sur les problèmes de la région et les ressources dont elle dispose pour les affronter. Il est important que ce travail de réflexion se fasse sur une base aussi large que possible et tienne compte de la diversité des expériences et des points de vue. Un comité de pilotage, composé d'experts et de représentants de la société civile, peut être constitué pour faire des propositions et évaluer les avantages et inconvénients présentés par les différentes options.

De ce processus d'analyse doit ressortir:

- une vision claire de la future monnaie, bien adaptée aux réalités du contexte local;
- une identification des personnes et des relais d'opinion dont le soutien sera nécessaire au succès du projet;
- une bonne évaluation des besoins d'information et des efforts de pédagogie à fournir à destination de la population locale;
- une vision aussi précise que possible du calendrier et des moyens financiers disponibles pour l'introduction de la nouvelle monnaie, de telle sorte que le projet puisse être synchronisé avec d'autres initiatives.

La phase de sensibilisation

Cette phase est importante puisqu'elle pose les premiers jalons de la dimension sociale nécessaire au succès du projet. Il s'agit en effet de s'associer les personnes clés, les relais d'opinion de la région et toute personne dont le soutien sera décisif. Cette phase exige, selon la taille de la région, l'implication d'une vingtaine de personnes convaincues de l'utilité du projet et de son succès et aussi représentatives que possible de la région, de ses institutions et de ses secteurs d'activités.

Elles seront les interlocuteurs privilégiés pour le projet et pour l'adhésion de nouvelles recrues et devront

être là pour répondre à leurs questions jusqu'à ce qu'un véritable consensus se dégage sur le projet, ses objectifs, etc. La motivation et la formation des relais du projet sont d'une importance capitale: leur rôle est en effet de présenter le projet aux publics les plus variés et d'effectuer le travail d'information.

Le lancement du projet et l'implication des habitants

Dans cette troisième phase, il s'agit d'introduire la nouvelle monnaie dans son environnement social: il faut donc s'assurer la bienveillance ou l'appui des institutions les plus importantes et mobiliser tous les soutiens nécessaires à la mise en œuvre concrète du projet (diffusion de l'information, travail quotidien).

Il sera utile de recourir à la radio, à la télévision ou aux journaux qui pourront médiatiser cette réflexion et toucher l'opinion. Cette troisième étape a pour objectifs:

- de susciter l'intérêt pour le projet et un nombre aussi important que possible d'adhésions;
- dans le cas où il s'agit d'une monnaie complémentaire sous forme de bons achetés en euros, c'est à ce stade que l'on invitera les premiers adhérents à changer des euros en nouvelle monnaie;
- ...
- de renforcer l'identité régionale ainsi que la circulation de l'information sur ses activités et de favoriser la coopération dans le secteur économique.

Monitoring, financement et méthodes

Il importe que le succès du projet soit régulièrement évalué, que le respect des objectifs soit contrôlé et que les expériences et résultats liés à la nouvelle monnaie fassent l'objet d'une documentation régulière. Ces missions peuvent être confiées par, exemple, aux collèges, lycées ou universités de la région.

La communication d'une idée aussi nouvelle que la notion de monnaie régionale nécessite des méthodes innovantes. Les conférences prospectives participent de ces méthodes nouvelles. Jacques Attali affirmait qu'«aujourd'hui se décide ce que sera le monde de 2050 et se prépare ce qu'il sera en 2100». La prospective permet en effet de réfléchir au sein de groupes relativement importants à l'avenir de la région. Ces conférences interactives, qui sont en fait de véritables ateliers, visent à rassembler les représentants de tous les champs d'activité sociale, économique, associative ou institutionnelle pendant une ou deux journées et réfléchir aux questions à l'ordre du jour pour leur apporter des réponses concrètes.

Cas des SOLS en France

En France, on a préparé pendant plusieurs années un programme de monnaies complémentaires fonctionnelles très complet, appelé le projet SOL. Les lancements des projets pilotes SOL sont réalisés par les régions.

Le rapport pointe en particulier deux éléments fondateurs dans la réflexion sur le SOL:

- le constat sur les dysfonctionnements intrinsèques au mode de fonctionnement du système monétaire actuel. Obligatoirement rare du fait de son mode de création, considérée comme un bien (une richesse) en soi, la monnaie est devenue l'objet de spéculations et la source d'inégalités. Elle ne remplit plus correctement sa fonction d'échange;
- la nécessité de coupler approche monétaire et réflexion sur la notion de richesse: celle-ci ne peut plus être mesurée seulement à travers les échanges marchands sans aucun regard sur la nature des activités (qu'elles soient destructrices ou créatrices de prospérité) et sans prise en compte de toutes les richesses qui ne donnent pas lieu à des flux monétaires.

Le SOL est une monnaie complémentaire, un outil d'échange dont les finalités sont:

- Développer une économie à valeur ajoutée écologique et sociale –et en particulier l'économie sociale et solidaire et l'économie locale –en interrogeant la nature et les formes de production de ce qui est produit, consommé et échangé;
- Contribuer à remettre l'économie au rang de moyen et non de fin;
- Contribuer à la valorisation du potentiel d'échange de chacun et à faire reconnaître que la richesse est produite par chacun.

Conclusion

Dans le chapitre 5, nous avons décrit les trois stratégies disponibles pour lancer une monnaie régionale: par la base, par le sommet et mixte. Nous y avons vu également que la stratégie des regio germanophones

s'était appuyée complètement sur la base. En revanche, en France, on a plutôt suivi la stratégie par le sommet (SOL). Il est également intéressant de constater que la logique qui a lancé les mouvements dans les deux zones était totalement différente mais que, dans les deux cas, on était arrivé exactement à la même conclusion: les monnaies complémentaires sont un outil nécessaire.

7. Interaction et connexion avec d'autres systèmes

Relations avec les banques centrales et la Banque centrale européenne

Les banques centrales ont le pouvoir de tuer des innovations monétaires telles que les monnaies régionales. Le danger, dans le cas d'une innovation monétaire aussi peu orthodoxe qu'une monnaie régionale moderne, est qu'il y ait des malentendus, même au niveau de sa perception ou de la théorie monétaire.

Comme nous l'avons vu dans les premiers chapitres, l'ère post-industrielle va changer beaucoup de règles du jeu économique mondial. Ce n'est pas parce qu'un pays était parmi les plus «développés» au XXe siècle qu'il le sera également au XXIe. Ainsi, quand la Chine refusa au XIXe siècle l'introduction des chemins de fer et les autres attributs «barbares» de l'industrialisation, elle se condamna de manière involontaire à devenir le plus grand pays sous-développé du XXe siècle, erreur qu'elle est en train de rattraper seulement maintenant...La manière dont une société permettra ou non aux innovations de l'ère de l'information de pénétrer les divers strates de la société, de façon à la réformer, promet de jouer exactement le même rôle que les chemins de fer ou les aciéries du

XIXe siècle. Or, tout système monétaire est avant tout un système d'information et le mouvement des monnaies complémentaires – qu'elles soient commerciales ou sociales – ne serait pensable sans accès à une informatique généralisée et bon marché.

il est essentiel que les banques centrales comprennent que, même certaines idées non-orthodoxes, comme les monnaies complémentaires ou régionales, ne sont pas nécessairement un problème mais, au contraire, qu'elles peuvent les aider à contrebalancer le défi posé par les tendances procycliques que le secteur bancaire conventionnel a tendance à générer. Bref, ces monnaies «in-orthodoxes» se révèlent en fait des alliées des banques centrales en vue de créer un développement économique durable et stable. »

Effets sur l'inflation de l'euro

La théorie la plus généralement acceptée actuellement est que l'inflation est le résultat d'une émission de monnaie supérieure à la quantité de biens et services offerts en échange.

Dans le cas des bons, puisque ceux-ci sont achetés avec des euros et gardés en contrepartie, par définition, pour chaque regio émis, un euro est bloqué. Donc l'effet d'inflation potentiel est annulé.

Dans le cas du crédit mutuel, l'offre du bien ou du service accompagne nécessairement l'émission de la monnaie. Il n'y a donc pas émission d'une monnaie qui doit chercher un produit ou un service à acheter, l'émission ne peut exister que si l'offre correspondante est déjà présente et acceptée. De plus, la somme des crédits et débits dans un cercle de coopération est inévitablement zéro.

Bref, dans le domaine de l'inflation, le Dr. Rösl a raison: les monnaies regio ne créent pas de problèmes aux banques centrales...

Relations avec les autorités fiscales du pays

Dans la mesure où la collectivité territoriale qui perçoit l'impôt l'utilise en vue de fournir des services à la communauté, il serait logique qu'elle devienne elle-même partie prenante du système monétaire régional et envisage qu'une partie des taxes soit perçue en monnaie régionale.

Relations avec le secteur bancaire du pays

Toutes ces banques locales ont compris que c'est un des rares domaines dans lesquels elles peuvent offrir à leurs clients des services que les grandes banques ne peuvent pas fournir.

Relations entre monnaies complémentaires

Dans le chapitre 4, nous avons montré qu'il est possible de mettre en place un système monétaire régional intégral en combinant trois composantes: un système de bons, un cercle de coopération et une banque associative. Le même but peut être atteint par d'autres moyens: en créant une chambre de compensation (clearing house) reliant plusieurs systèmes complémentaires préexistants (des cercles d'échange locaux par exemple). Tout comme un système d'échanges qui relie des acteurs individuels, une chambre de compensation relie des systèmes monétaires. Pour dire les choses plus simplement, une chambre de compensation est un centre d'échange pour les groupes d'échange. Pour plusieurs raisons, la chambre de compensation joue un rôle important dans l'interconnexion et le développement de monnaies complémentaires. Elle contribue notamment à élargir les possibilités offertes par le seul marché local et permet aux utilisateurs d'accéder à une plus large gamme de services. Elle leur permet en outre de participer à d'autres systèmes monétaires que le leur sans que cela ne génère de tension ou de compétition entre les différents systèmes.

L'avantage d'une chambre de compensation

Une chambre de compensation relie entre eux des petits systèmes pour en constituer un plus large. Elle permet de fixer les conditions d'échange et les modalités des interactions entre les différents sous-systèmes qu'elle dessert.

L'agglomération de sous-systèmes en un système plus large présente de nombreux avantages: la réunion de plusieurs sous-systèmes sous l'égide d'une chambre de compensation s'accompagne d'un effet de marque, gage d'une certaine qualité et donc de confiance. S'il existe au sein d'une même région plusieurs systèmes monétaires locaux qui fonctionnent déjà bien et qui souhaitent développer leur coopération, leur réunion par le biais d'une chambre de compensation commune est probablement la meilleure solution si l'on veut créer une stratégie régionale tout en gardant intactes l'individualité et les caractéristiques de chaque système.

A propos du contenu et des aspects territoriaux

Cf. livre

8. Le Japon : un laboratoire d'expérimentation des monnaies complémentaires

Depuis 1990, le Japon vit, en partie, la crise qui nous touche aujourd'hui. À l'époque, le système bancaire japonais a implosé dans le contexte d'une bulle immobilière et boursière. Leur situation était moins grave que la nôtre, car il s'agissait d'un crash isolé, affectant le Japon lui-même. Néanmoins, nous pouvons tirer plusieurs leçons de leur expérience aujourd'hui.

Aujourd'hui, le Japon est le pays qui compte le plus de systèmes de monnaies complémentaires sur son territoire et ces systèmes sont d'une étonnante diversité.

Les pionniers

Chronologiquement, la première à s'être investie dans ce domaine est Teruko Mizushima, née en 1920 à Osaka. En 1950, elle a écrit un article visionnaire intitulé «La Banque pour le travail» qui lui a valu un prix national. L'idée développée dans cet article était celle d'un système monétaire dont l'unité de compte correspondait à des heures de travail, gérées par une sorte de «banque du temps». En 1973, Teruko Mizushima a fondé à Osaka la Volunteer Labor Bank, c'est-à-dire une banque du travail bénévole. Le réseau gérait une grande variété de travaux bénévoles, allant de l'aide aux personnes âgées au travail dans les hôpitaux, en passant par la garde d'enfants.

Le système Hotta et Fureai-Kippu

Le système Fureai-Kippu regroupe une grande variété de réseaux locaux, qui ont tous cette caractéristique de travailler pour le bien commun. Il ne s'agit pas du tout d'un système uni-taire et centralisé. La monnaie utilisée s'appelle le kippu (en japonais, le ticket). Elle n'existe que sous forme électronique: le papier n'est pas utilisé. L'ensemble du système est administré d'une façon informatisée totalement décentralisée.

Kato et l'Ecomoney

Un des systèmes Ecomoney inclut des monnaies complémentaires pour quelque 27 fonctions différentes ! Ils poursuivent chacun des objectifs aussi variés que la bienfaisance, l'éducation, la prévention des catastrophes, la protection de l'environnement ou la préservation des traditions culturelles régionales. À cela s'ajoutent les services commerciaux d'entreprises élaborant des produits biologiques pour les enfants souffrant d'allergies ou proposant différents services pour les personnes âgées ou malades. Enfin, Ecomoney a lancé également des projets de très grande envergure, comme le système LOVE, une monnaie ayant cours à Yamato, une ville de plus de 200000 habitants. Les habitants de cette ville qui participent au système effectuent leurs paiements grâce à des cartes à puce ou à des cartes magnétiques. Il existe ainsi à l'heure actuelle une quarantaine de modèles élaborés par Toshiharu Kato.

Les initiatives radicales

L'une des raisons de leur succès réside sûrement dans une volonté politique de se départir de tout ce qui s'apparente à une autorité centrale en matière de monnaies complémentaires.

Les systèmes LETS, Time Dollar et Ithaca Hours y sont typiquement invoqués.

La plupart de ces projets sont d'ampleur assez réduite et comptent, en général, moins d'une centaine de participants. Seulement cinq de ces organisations comptent plus de mille participants: trois d'entre elles travaillent à l'échelle du pays, sur la base d'un réseau de filiales comptant une centaine de participants. Il y a un lien entre la taille de ces organisations et le degré d'implication des entreprises qui y participent: les plus grands systèmes comptent des entreprises parmi leurs membres, ce qui est plus rare dans les petits systèmes. Les plus petits systèmes travaillent avec des unités de temps et des cahiers d'échanges ou des tickets.

Nouveaux modèles japonais sans précédent

Le système WAT a été mis au point par Eiichi Morino, le président d'une société de recherche japonaise. Il a vu le jour en août 2000. Une unité WAT correspond à un kilowatt-heure d'énergie : l'énergie, propre, est produite par des coopératives citoyennes grâce à des éoliennes et des panneaux solaires. Un WAT vaut entre 75 et 100 yens, c'est-à-dire entre 60 et 90 centimes d'euros. Six minutes de travail environ sont nécessaires pour produire un WAT. Le moyen de paiement est un papier, une sorte de billet ou de ticket. Ces tickets sont souvent imprimés par des entreprises, qui en profitent pour faire de la publicité au verso. Ils sont utilisés pour toutes sortes de paiement et circulent, jusqu'à ce qu'ils reviennent à l'organisme d'émission. Celui-ci donne en échange des biens ou des services équivalant aux tickets, qui sont ensuite annulés.

Certaines monnaies régionales japonaises sont basées sur des produits physiques. Ainsi, dans la région d'Osaka, il existe un système monétaire dont l'unité de compte équivaut à un gramme de charbon de bois. Le charbon de bois est une matière très utilisée dans cette région. La monnaie ainsi créée étant à tout moment convertible en charbon de bois, elle dispose d'un capital de confiance non négligeable dans la région.

Le système LEAF est un autre exemple de ce type. La monnaie est convertible en produits agricoles. Ce modèle a été adopté en 2003 par des paysans de la région de Kobé.

L'initiative rebelle la plus connue est le système Peanuts, utilisé dans la préfecture de Chiba depuis février 1999. Ce système regroupe plus de 600 membres, comprenant des paysans, des petits entrepreneurs et des particuliers. Les peanuts sont une variante du système LETS et leur succès de circulation semble dû au système de déurrage que l'on doit payer tous les mois, quand on ne vide pas son compte.

Ainsi, il est clair que les responsables politiques locaux portent un intérêt de plus en plus grand à ces expériences: parfois même, c'est d'eux que vient l'impulsion. Au niveau national, comme dans la plupart des pays occidentaux, les monnaies régionales restent parfois considérées comme une simple curiosité un peu provinciale. Il est intéressant de noter néanmoins une tendance à l'inter-connexion de systèmes monétaires complémentaires jusque là isolés, ce qui contribue à l'émergence de véritables modèles régionaux.

Consciemment ou inconsciemment, les Japonais, dans leur expérimentation d'une grande variété de systèmes, ont déjà réalisé ce qu'il est bon de faire lorsqu'on envisage une innovation radicale: ils comparent les différentes possibilités d'application de la nouvelle technologie, et en évaluent les résultats sur le terrain. Ainsi, ils anticipent et préparent patiemment une révolution en douceur, une mutation dans la structure de l'économie, dans les valeurs, dans le tissu sociétal, changements qui de toute façon seront inévitables...

Les efforts dans le domaine des innovations monétaires régionales aujourd'hui ne sont pas sans rappeler le début de l'aviation, au tournant des XIXe et XXe siècle. La grande majorité des scientifiques de l'époque affirmaient qu'un objet plus lourd que l'air ne pouvait pas voler. Il est à mettre au crédit des frères Wright, le 17 décembre 1903, d'avoir démontré pragmatiquement que voler était possible. Cependant, aujourd'hui, on a tendance à oublier qu'à l'époque, la nouvelle de cette percée technique et scientifique a pris des années pour être remarquée. Par exemple, il a fallu attendre plus de quatre ans pour que le New York Times annonçât la nouvelle, quand on sait que leur logo est «toutes les nouvelles susceptibles d'être publiées».

De la même manière, la majorité des experts monétaires pensent encore que les monnaies complémentaires sont soit inutiles, soit impossibles à mettre en place, soit les deux à la fois. Malgré cela, en ce début du XXIe siècle, les expériences des regio dans les pays germanophones, du SOL en France, et celles en cours au Japon et dans une vingtaine d'autres pays, nous ont déjà démontré que l'envol des monnaies complémentaires en général, et régionales en particulier, est à la fois très utile et incontestablement possible.

9. Et maintenant ?

La grande dépression des années 1930 est restée un cauchemar pour tout le monde. Or, sous certains aspects, la situation est, en fait, plus complexe qu'à l'époque. En effet, nous sommes entrés maintenant dans une décennie où convergent quatre méga-tendances planétaires, exactement comme cela était prévu dans un de nos ouvrages publié en 1999. En effet, en plus d'une crise financière massive et d'une explosion du chômage (comme dans les années 1930), nous sommes simultanément confrontés à un changement accéléré du climat mondial, avec une disparition massive de nombreuses espèces, et aux conséquences économiques et sociales d'un vieillissement sans précédent de la population. Nous avons démontré à l'époque que notre système monétaire actuel serait incapable de faire face à aucun de ces quatre défis séparément et encore moins simultanément...

Une stratégie en fonction de trois cas de figures

Acteurs du monde du commerce et des affaires

il faudrait créer un réseau de type WIR (décrit au chapitre 5), qui facilite le crédit mutuel entre entreprises. C'est ce qu'ont fait seize entrepreneurs, à Zurich en 1934, quand ils ont décidé de créer leur propre monnaie d'échange, dans des circonstances similaires au contexte actuel. Rappelons qu'un WIR vaut un franc suisse, mais sans intérêts. Idéalement, il faudrait mettre en place un réseau de ce type capable de fonctionner à l'échelle de l'Europe, sinon beaucoup des acquis qui ont été réalisés grâce à l'intégration européenne se perdront dans la prochaine décennie.

Responsables politiques

Une des raisons principales pour laquelle le monde politique s'est précipité pour sauver le système bancaire de chaque pays est d'éviter la contagion vers le secteur non-financier. Cette intention est louable, mais la solution appliquée se révélera insuffisamment efficace. En revanche, la solution d'une monnaie

complémentaire de type WIR, serait un complément indispensable dans ce contexte. Le meilleur appui que le monde politique puisse donner à cette stratégie, est de permettre temporairement le paiement d'une partie des taxes – 10% à 20% seraient plus que suffisants – sous la forme de monnaies complémentaires qui obéissent à certains critères de qualité donnés. Cette mesure ne s'appliquerait que pendant les années où les banques seront en train de restaurer leurs bilans, et ne seront donc pas en position de fournir les crédits au niveau nécessaire pour une économie florissante. Comme on peut s'attendre à ce que, de toutes façons, les revenus fiscaux se réduisent pendant la récession, il vaut mieux avoir des revenus additionnels en monnaie complémentaire qu'aucun revenu. Les gouvernements pourraient utiliser ces monnaies complémentaires pour payer les biens et les services des entreprises et des communautés qui l'acceptent. L'autre rôle essentiel que les gouvernements pourraient jouer, serait de définir les standards de qualité et de sécurité anti-fraude nécessaires pour que cette monnaie soit acceptable pour payer les taxes.

Personnes actives dans le secteur des monnaies complémentaires

L'étape suivante sera de s'assurer que des standards de qualité et de sécurité soient appliqués et vérifiés de manière fiable. Car il faut s'attendre à ce que, parmi les initiatives de monnaies complémentaires qui vont apparaître, il y ait des systèmes inadéquats ou même frauduleux.

L'un des avantages que nous ayons actuellement, c'est que nous ne commençons pas à partir de zéro.

Sur le plan politique, l'introduction d'une monnaie régionale ouvre en effet une nouvelle voie, ni capitaliste, ni socialiste, mais qui tire parti des avantages de chacun de ces systèmes, dans lesquels l'argent servirait les hommes, et non pas l'inverse, et qui concilierait les impératifs de l'efficacité économique avec le respect de la justice sociale et de l'environnement.

L'objection d'inefficacité

Toute personne ayant étudié l'économie opposera une objection prévisible à notre proposition de laisser circuler plus d'une seule monnaie dans une économie. L'objection peut se résumer ainsi: comparativement à un monopole d'une monnaie nationale (ou d'une monnaie supranationale comme l'euro), plusieurs monnaies sont moins efficaces pour la formation des prix et des échanges. Cette objection est logique. Cependant, nous avons maintenant la preuve qu'elle n'est pas valable lorsqu'on tient compte d'une récente découverte concernant les conditions de viabilité de systèmes complexes. L'origine de cette découverte surprendra sans doute la majorité des économistes et des financiers, mais pas nécessairement les scientifiques familiers des écosystèmes, de la thermodynamique, ou des théories de complexité ou d'information.

On a prouvé rigoureusement que la nature n'optimise pas l'efficacité dans un écosystème naturel, mais assure une balance optimale entre deux pôles: l'efficacité d'une part, et la résilience de l'autre. Ces deux phénomènes sont à leur tour fonction de deux variables structurelles : la diversité et le nombre d'interconnexions. Mais ces deux pôles sont antagonistes. La résilience augmente avec la diversité et le nombre d'interconnexions. En revanche, l'efficacité est améliorée quand on réduit la diversité et qu'on élimine les connexions moins importantes. Toutes ces variables ont pu être quantifiées dans les écosystèmes naturels. De plus, on a pu constater que, dans tout écosystème durable, la résilience est presque deux fois plus importante que l'efficacité. Il est probable que la question que certains se posent en lisant le paragraphe précédent soit : qu'est ce que tout cela a à voir avec nos systèmes monétaires et économiques? Précisément, le grand avantage d'utiliser une approche de réseaux complexes, est que ces caractéristiques émergent de la structure même du réseau en question. Les conclusions restent donc valables quelle que soit la nature de ce qui se coule dans le réseau : cela peut être de la bio-masse dans un écosystème, de l'information dans un système biologique, des électrons dans un réseau de distribution électrique, ou de la monnaie dans une économie. Par exemple, on a optimisé pendant des décennies l'efficacité technique et économique des réseaux de distribution électrique. Et, tout à coup, les ingénieurs ont été très surpris lorsque des black-out (des crash complets) se sont manifestés «venant de nulle part», dans plusieurs réseaux qui couvraient près de la moitié des États-Unis. Ce phénomène est une démonstration directe de ce qui se passe lorsqu'on pousse l'efficacité d'un système complexe au-delà de sa fenêtre de viabilité, en ignorant l'importance de la résilience.

Les recherches sur les réseaux d'écosystèmes expliquent parfaitement pourquoi un système où l'efficacité a été poussée sans tenir compte de la résilience, est condamné à s'écrouler. Bref, exactement comme dans les

réseaux électriques hyper-efficaces, notre système monétaire hyper-efficace est structurellement non durable, et était donc condamné à s'écrouler, comme il vient de le faire. Insistons: le problème est structurel. De meilleures régulations ou des gestionnaires de génie ne pourront au mieux que réduire la fréquence de crashes bancaires et monétaires, non pas les éliminer. La solution structurelle est donc claire également: il faut augmenter la diversité de agents monétaires dans notre écosystème économique et augmenter les interconnexions. Cela provoquera une réduction de l'efficacité. Mais ce que la nature nous apprend, c'est qu'un système complexe ne peut survivre que lorsque la diversité et l'inter-connectivité ne sont pas indûment sacrifiées au nom de l'efficacité. Rappelons qu'avant le crash actuel, incontestablement le plus important de l'histoire, la Banque mondiale avait déjà compté depuis 1975 pas moins de quatre-vingt-seize autres crises bancaires, et cent soixante-seize crises monétaires. Combien de crises nous faudra-t-il endurer pour que nous nous inspirions de la nature dans ce domaine ? Pour conclure, l'objection stipulant que l'introduction de monnaies complémentaires, régionales ou autres, rende le système monétaire moins efficace est valable. Mais c'est précisément un excès d'efficacité qui rend notre système financier structurellement si fragile. Et ce que nous proposons est un remède structurel face à cette fragilité... Désormais, l'enjeu sera de faire passer les expériences de monnaies complémentaires à une échelle suffisante pour faire la différence face aux défis actuels, pour permettre une transition moins pénible vers un monde économique et social post-industriel, non seulement plus stable, mais aussi plus humain et plus juste. Peut-être la crise actuelle est-elle d'une ampleur suffisante pour faire admettre qu'il faut oser sortir des sentiers battus ? Nous ne prétendons pas que ce que nous proposons soit la seule solution, et encore moins une solution suffisante, mais nous sommes convaincus que les monnaies complémentaires devront faire partie d'une stratégie intégrale pour faire face aux besoins de notre temps.

Le rôle de l'euro

Créer l'euro pour remplacer une douzaine de monnaies nationales a été une initiative sans précédent historique. Cette décision était nécessaire et a fourni une stabilité monétaire interne entre les pays européens que beaucoup de pays nous envient.

Cependant un danger existe : celui que l'euro devienne un carcan institutionnel. On commence à s'apercevoir dans plusieurs pays – aussi bien à gauche qu'à droite dans le spectre politique – que l'euro est ressenti comme antidémocratique et comme une contrainte budgétaire intolérable, au point d'évoquer une nostalgie pour les monnaies nationales.

Rappelons également l'essentiel de notre proposition en une seule phrase: les Européens seront en meilleure situation – en période de boom économique, et encore plus en cas de récession ou de dépression – avec l'euro et les regions, qu'ils ne l'ont jamais été avec leurs monnaies nationales.

Une telle approche donnerait en effet plus de flexibilité économique et libérerait plus de créativité et de potentiel démocratique que n'importe quelle autre approche.

Différences entre l'euro et le regio

La préparation et le lancement de l'euro n'ont été possibles que par une intervention massive du monde politique dans le domaine monétaire. Ce fut l'opération la plus complexe, la plus volontariste et la plus chère en ressources, dans l'histoire monétaire du continent. L'introduction de la monnaie unique dans douze pays simultanément fût, malgré tout, un succès technique.

En contraste total avec le cas de l'euro, le lancement d'un mouvement de monnaies régionales ne demanderait au monde politique que de protéger un enfant qui essaye de naître spontanément. Les ressources nécessaires sont négligeables. Le service le plus important que le monde politique devrait fournir serait d'éviter que le processus soit bloqué par ignorance ou inadvertance.

Rappelons qu'une monnaie régionale a comme rôle de connecter des besoins non satisfaits en euros avec les ressources sous-utilisées de la région. La monnaie régionale n'a donc pas vocation à remplacer l'euro qui continuera à couvrir la grande majorité des échanges. Une monnaie régionale a comme vocation de compléter l'euro, pas de le remplacer. C'est pourquoi nous ne l'appelons pas une monnaie alternative, mais une monnaie complémentaire.

Afin de mettre en évidence les différences fondamentales entre l'euro et les monnaies régionales, insistons sur les points suivants:

- Il ne s’agit pas d’une monnaie officielle, son utilisation n’a donc rien d’obligatoire, tout repose sur la bonne volonté de chacun pour l’accepter ou la refuser.
- Son champ de validité est, volontairement, conçu pour privilégier fonctionnellement ou géographiquement à une région avec laquelle les gens entretiennent une relation particulière, ce qui les rend disposés à faire un effort particulier – au-delà du calcul strictement économique – pour en bénéficier.
- Les monnaies régionales ne génèrent pas d’intérêt.

Ces caractéristiques font des monnaies régionales un pur outil d’échange qui, en circulant, provoque des contacts au niveau local et régional qui, autrement, n’auraient pas lieu.

Rappelons également les nouvelles possibilités qu’une telle innovation permet et qui s’ajoutent à toute action facilitée par l’utilisation de l’euro. En effet, les monnaies régionales permettent de:

- mobiliser les ressources régionales sous-utilisées afin de faire mieux correspondre l’offre régionale et la demande régionale;
- réduire le chômage dans une région ou une localité ciblée;
- renforcer le pouvoir d’achat dans la région;
- mettre à la disposition des autorités régionales et communales de nouveaux types de moyens financiers leur permettant d’assumer plus facilement leurs différentes fonctions, sans devoir nécessairement faire appel à des nouvelles taxes ou des financements centralisés;
- enfin, et c’est peut-être le plus important, notre proposition permet de rendre force et vigueur à la dimension humaine dans les domaines de l’économie et des monnaies.

Vision et réalité

L’idée d’une Europe des régions exerce une certaine fascination sur bien des gens. Une des raisons est que l’économie régionale pourrait devenir un pôle de développement qui équilibre la globalisation telle qu’elle est généralement comprise et appliquée aujourd’hui. En effet, beaucoup d’entre nous la vivent, non seulement comme une perte de marges de manœuvre, mais aussi comme l’impuissance du citoyen et du politique face aux décisions de quelques grands acteurs mondiaux et comme une démission face aux aléas du système financier mondial. La mobilité globale du capital, qui a transformé le monde en un espace économique unique, n’est pas neutre, loin s’en faut : elle fait partie du mécanisme qui accentue l’inégalité dans les revenus et dans l’accès aux ressources de la planète. C’est un point qui, malheureusement, n’avait pas été vu par les rédacteurs du premier rapport du Club de Rome qui ouvrait en 1972 le débat sur le développement durable. Dans cette étude, Dennis L. Meadows ne voyait en la monnaie qu’un instrument comptable neutre, sans influence, positive ou négative, sur le développement durable. Un rapport plus récent du Club de Rome identifie clairement l’importance de l’introduction de monnaies complémentaires locales ou régionales pour le développement durable. Les monnaies régionales offrent les solutions de demain aux problèmes d’aujourd’hui. En effet, introduire des monnaies régionales n’enlève rien à la capacité des centres économiques globaux de continuer de créer de la richesse, dans la mesure où ils en sont capables. Cependant, une telle stratégie permet aux autres régions, actuellement marginalisées, d’éviter que l’écart de revenus avec ces centres se creuse sans cesse. L’introduction de monnaies régionales peut donc devenir un des moyens les plus efficaces pour instaurer un nouvel équilibre dans l’ordre économique mondial.

Quelques propositions pour l’avenir

Il est nécessaire de faire en sorte que puissent se rencontrer la motivation des initiateurs de projets, la volonté et le soutien des décideurs politiques et des participants et la bienveillance d’une banque centrale qui, pourquoi pas, soutiendrait et protégerait l’expérience tout en la surveillant avec prudence, ainsi que la curiosité de chercheurs intéressés par une telle innovation monétaire.

L’heure est venue de faire appel à notre capacité de créativité humaine individuelle et collective, à relever les défis de notre temps comme d’autres générations l’ont fait aux périodes charnières de notre évolution, de développer les leviers de commande d’une autre ère et d’ouvrir toute une nouvelle gamme de possibilités à peine explorées à ce jour. La mutation sociale, économique et monétaire dont nous parlons est déjà en cours.

Inspirons-nous des expériences des anciens, dont l’anthropologue William S. Desmonde avait finement saisi

les enjeux: «La monnaie symbolisait la réciprocité entre les gens, ce qui les connectait émotionnellement avec leur communauté. La monnaie était à l'origine un symbole de leur âme ».

Annexe : Esquisse d'une typologie des monnaies

Cf. livre